Dane 49: M

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

Case
FRC
12446

ET

PROJET DE DÉCRET

PRÉSENTÉS

A LA CONVENTION NATIONALE,

Le premier Nivôse, deuxième année républicaine,

*Au nom des Comités de Salut public, de l'Examen, des
Marchés, de Surveillance & des Substances militaires
& Charrois réunis,*

PAR LUDOT, député du département de l'Aube.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

PERSONNE n'ignore que la récolte abondante en froments, ne l'a pas été également en avoines. Cette triste vérité; apperçue à l'époque de Vendémiaire dernier lorsqu'on a voulu pourvoir à cette disette, a mieux encore été reconnue depuis, & on a senti la nécessité de porter

A

dan's cette partie , une telle économie , un tel ordre , que nos moyens d'exécution concordassent parfaitement avec nos plans militaires ; qu'en même-temps qu'on alloit mettre sur pied une cavalerie formidable & qu'on doubloit les armées de la République , on pût assurer la subsistance des chevaux que doit entraîner une masse de forces aussi imposante.

Les chevaux au service de la République peuvent-
être considérés sous plusieurs rapports , mais principalement sous deux ; celui des chevaux en activité de service , & celui des chevaux de réserve.

Les premiers toujours en haleine fatiguent sans relâche. Leur subsistance doit donc être proportionnée à leurs travaux.

Les autres dégagés d'un service pénible , n'ont pas un besoin de réparer aussi constant que les premiers ; leur nourriture doit donc être moins substantielle , & plus économique.

Ce principe n'a jamais été méconnu , aussi a-t-il toujours servi de base à la composition des rations à délivrer aux chevaux en activité de service , & à ceux qui n'y étoient pas. Les rations des premiers ont de tout temps été plus fortes que celles des autres.

Cette distinction a dernièrement encore été suivie par la Convention lorsqu'elle a rendu son décret du 23 Vendémiaire dernier.

On crut pouvoir alors se contenter de réduire les rations d'avoine à délivrer aux chevaux répartis dans l'intérieur. Aujourd'hui l'intérêt de la République veut qu'on les supprime. Il ne s'agissoit plus que de savoir si on borneroit la nourriture des chevaux au foin & à la paille , ou si l'on substituerait à l'avoine une substance qui , sans avoir sa propriété , pût la remplacer d'une manière utile ; l'alternative n'a pu faire question , & à défaut d'avoine on a imaginé une combinaison de paille & luzerne hachée , de son , & d'avoine.

Ainsi la situation où l'on se trouve, & le système proposé d'après les circonstances qui vous dirigent sont renfermés dans trois questions

Y a-t-il nécessité de supprimer les rations d'avoine dont jouissent les chevaux répartis dans les différens dépôts de la République?

S'entientra t'on à cette suppression si elle s'opère, ou cherchera t'on à en diminuer les inconveniens par un remplacement utile?

Le remplacement qu'on propose, est-il admissible?

Les motifs que l'on a indiqués, dans le commencement du rapport, & ceux qu'on a fait pressentir démontrent assez l'affirmative de la première question, pour qu'il soit inutile d'entrer dans des développemens ultérieurs.

La solution de la seconde ne présente pas plus de difficultés que la première, puisque sans contredit il vaut mieux donner aux chevaux un supplément de nourriture, quoique médiocrement utile, que de ne leur en point donner.

Reste la troisième question. celle de savoir si le remplacement proposé est admissible.

On vient d'observer qu'il consiste en un mélange de paille & de luzerne hachée, de son & d'avoine.

La théorie & l'expérience ont démontré que ce mélange légèrement imprégné d'eau étoit avantageux aux chevaux. Il a été pratiqué plus d'une fois avec succès. (a)

(a) Le fond de ce projet appartient au citoyen Duchain St.-Denis, ancien militaire & professeur d'équitation à Paris, au manège de la rue Cadet fauxbourg Montmartre, qui en a fait un essai heureux.

On assure que depuis long-temps le maître de poste de Franciade ne nourrit pas autrement ses chevaux, & qu'il fait son service exactement.

Ce projet communiqué à des gens de l'art & discuté avec eux a eu leur assentiment unanime.

Ainsi, sans entrer dans le détail des causes & des effets qui en prouvent l'utilité, & qui doivent le faire adopter, vos comités sont tellement persuadés qu'il ne présente en soi rien que d'avantageux, qu'ils se borneront à prévenir quelques objections qu'il a déjà fait naître, & qu'on pourroit reproduire.

Il ne croît pas de luzerne, a-t-on dit, dans toute l'étendue de la République ?

Vous n'avez pas de son pour opérer votre mélange ?

Donc votre projet est inadmissible ?

Mais en supposant qu'il fût admissible malgré ces deux inconvéniens, vous ne pouvez pas vous dissimuler qu'il donnera lieu à beaucoup de déprédations ; que rien n'établira l'exactitude de la proportion dans le mélange en question, ou même de la préparation, qu'il seroit peut-être préférable de confier ce soin aux chefs de dépôt en leur délivrant séparément chaque substance ; que d'ailleurs rien ne garantira qu'à l'instant de la distribution de ce mélange aux chevaux, on l'imprégnera d'eau.

Donc votre projet est inexécutable.

Il est facile de rappeler les réponses faites à ces objections, & qui doivent les faire disparaître.

D'abord, il ne faut pas perdre de vue qu'on ne doit pas juger d'un projet quelconque par quelques détails, mais par l'ensemble des vues qu'il offre.

Ainsi, en admettant pour l'instant la vérité des objections ci dessus rapportées, qu'en faudroit-il conclure ? Que si le projet en question laisse entrevoir des inconvéniens, la masse des avantages leur est supérieure, & que dès-lors il n'en doit pas moins être adopté.

Mais 1^o. l'hypothèse dont il s'agit est inexacte ; les bases sur lesquelles sont fondées les objections qui semblent dériver du plan proposé, sont fausses.

S'il ne croît pas de luzerne dans toute l'étendue de la République, il y croît du trefle ou d'autres espèces

de plantes qui y correspondent, ont à-peu-près la même propriété & peuvent être employées.

D'ailleurs le gouvernement, qui, d'un côté se trouve chargé de l'exécution des loix, & qui de l'autre, a à sa disposition les denrées de la République, n'a-t-il pas la faculté, de faire circuler d'un lieu à un autre, & de proche en proche, les denrées dont l'usage lui est confié, lorsque la disette s'en fait sentir dans quelques points de la République.

1°. Il est faux qu'il n'existe pas de son, car la Convention a décrété qu'il en seroit extrait quinze livres, par quintal de farine, & ce son est exclusivement destiné à l'approvisionnement des armées.

Il faut ajouter à cette ressource, celle qu'on peut tirer en ce genre, des particuliers.

2°. Le puritanisme qui tend à ne faire voir dans les agens de la République, que des frippons, est peut-être aussi dangereux que la confiance excessive ou l'insouciance absolue les extrêmes se touchent. On ne peut se dissimuler qu'il existe beaucoup d'agens probes & républicains; ceux-ci méritent la confiance publique. La surveillance active qui presse les autres, la peine qui doit suivre leur délit, sert à les contenir dans les bornes du devoir.

S'il en étoit autrement, quel parti prendre, & à qui, dans l'espace, donner la préférence des employés dans les subsistances militaires, où dans les dépôts de la République?

La dégradation est-elle plus à craindre quand les premiers seront chargés de la préparation & du mélange de la substance dont il s'agit, que si elle étoit confiée aux autres?

Peut-on penser qu'il y a plus de danger à s'en rapporter à l'employé des subsistances militaires, pour la

préparation du mélange ci-dessus énoncé, en un mot pour l'exécution du projet dont il s'agit, s'il est adopté, que de s'abandonner à la discrétion du préposé à la garde des dépôts de chevaux? Dans le premier cas, les employés dans les subsistances militaires se trouvent en opposition avec les préposés à la garde des dépôts, intéressés à vérifier si les attributions déterminées par la loi, leur sont exactement délivrées.

Dans le deuxième, cette opposition n'existe plus: car si on laisse les préposés à la garde des dépôts les maîtres d'opérer le mélange en question, qui assurera, d'après le préjugé établi, qu'ils ne divergeront pas le son & l'avoine destinés aux chevaux des dépôts, puisqu'ils seront bien moins surveillés que les employés des subsistances militaires?

S'il existe de part & d'autre des inconvéniens, les premiers sont moins considérables que les autres.

Mais disons-le franchement. Ces objections sont si vagues, si générales, qu'à peine méritent-elles d'être discutées.

En ramenant donc la question à son véritable point de vue, vos comités n'ont rien vu que d'utile dans le plan qu'ils vous proposent, ils vous en ont soumis les causes, les effets, vous pouvez l'apprécier; ils vous proposent le projet de décret suivant.

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport fait au nom de ses comités de salut public, & de l'examen des marchés, décrète ce qui suit:

A R T I C L E P R E M I E R.

A compter du 15 de ce mois, les rations d'avoine accordées par la loi du 23 vendémiaire dernier, pour la subsistance des chevaux de remonte, ou autres, au ser-

vice de la République, repartis dans les différens dépôts, établis par le ministre de la guerre ou les généraux français, sont supprimés.

I I.

Il sera substitué à cette nourriture un mélange de paille, de tresse ou de luzerne, hachés le plus menu possible, de son et avoine.

I I I.

Cet amalgame sera fait dans les proportions ci-après. Il y entrera moitié de paille, un quart de tresse ou luzerne, un huitième de son, et un huitième d'avoine.

I V.

La ration de cette substance ainsi combinée, sera uniforme, elle sera composée d'un boisseau, mesure de Paris, pour tous les chevaux quel que soit le genre de leur arme, et leur service.

V.

Les préposés à la garde des dépôts à qui cette substance sera délivrée, ne pourront la faire manger aux chevaux qu'après l'avoir légèrement imprégnée d'eau.

V I.

L'administration des subsistances militaires est spécialement chargée de l'exécution de la présente loi sous sa responsabilité; elle est en conséquence tenue de pourvoir des instrumens nécessaires à la préparation de la substance dont il s'agit.

V I I.

Les commissaires des guerres sont tenus de surveiller l'exécution de la présente loi, sous leur responsabilité.

V I I I.

Tout agent civil ou militaire convaincu de l'avoir enfreinte, sera puni de cinq années de fers.

I X.

La loi du 23 Vendémaire dernier, continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire à la présente.

I V

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.